

Carte scolaire rurale: désintox

Le gouvernement tente de désamorcer la colère qui monte dans les territoires ruraux victimes de fermetures de classes à la prochaine rentrée. Le SNUipp-FSU rétablit la vérité des faits et des chiffres.

« *Un taux d'encadrement en hausse dans toute la France, seulement 207 classes fermées en milieu rural liées à une démographie en baisse* ». Jean-Michel Blanquer ne cesse d'allumer des contre-feux aux mobilisations qui se multiplient dans les zones rurales et le Président lui-même se déplace dans la campagne tourangelle pour apaiser parents et élus en vantant les créations de postes à son actif. Malheureusement les faits et les chiffres résistent.

Les faits, ce sont quelque 70 départements secoués par des actions et des mobilisations pour défendre des écoles menacées recensées sur le site internet du SNUipp-FSU (<https://www.snuipp.fr/actualites/posts/carte-scolaire-en-berne>)

Les chiffres, ce sont les données déjà collectées par le SNUipp-FSU dans une soixantaine de départements où les instances décisionnaires en matière de carte scolaire se sont déjà tenues. 1097 fermetures dans les écoles rurales pour seulement 289 ouvertures, soit un différentiel de 808 postes supprimés.

Les 3880 postes créés pour la rentrée 2018 ne suffisent pas à financer la mesure-phase du gouvernement : le dédoublement des CP et des CE1 en REP+ et des CP en REP « consommera » à la rentrée environ 6200 postes. Même en tenant compte de la baisse démographique, ce sont près de 1200 postes qui font défaut pour préparer la rentrée 2018. Recteurs et directeurs d'académie sont donc contraints à des redéploiements en ponctionnant les postes des secteurs ruraux pour les réaffecter dans les villes où se situe la majorité des réseaux d'éducation prioritaire, suscitant l'incompréhension car l'abaissement des effectifs dont on sait qu'il peut être facteur de réussite, n'est pas l'option retenue pour tous les élèves.

L'amélioration du taux d'encadrement dont se targue le gouvernement, si elle est réelle du point de vue mathématique, repose en fait sur un trompe-l'œil lié en partie aux classes dédoublées.

On comprend l'embarras d'un chef d'État qui avait déclaré devant la conférence des territoires en juillet dernier qu' « *il n'y aurait plus de fermetures de classes dans les écoles primaires des territoires ruraux.* » Une promesse non tenue à laquelle s'ajoute les contre-vérités du ministre qui ne fait qu'attiser la colère des élus, parents, enseignants. En l'état, à la rentrée prochaine, les conditions d'accueil vont se dégrader dans des zones rurales où l'école de la République joue un rôle essentiel pour lutter contre les inégalités territoriales.

Paris, le 16 mars 2018